



COMMUNIQUÉ

Paris, le 2 septembre 2016

Une rentrée sous le signe de l'inquiétude et de la colère !

Le SNUEP-FSU constate une fois de plus le décalage entre le discours de la ministre et la réalité des politiques menées. Alors que, pour la 4^e année consécutive, les effectifs augmentent dans l'enseignement professionnel public, le nombre de PLP diminue. Ainsi entre 2012 et 2015, ce sont 3340 équivalents temps plein qui ont disparu pour financer des mesures desquelles l'enseignement professionnel public est exclu, notamment l'Education prioritaire ou la mise en place de la pondération en LEGT.

À l'occasion de cette rentrée, le ministère multiplie les dispositifs : période d'accueil, orientation réversible, développement des 2^{ndes} à champ professionnel, droit de retour en formation ou encore droit au redoublement dans son établissement sans moyens supplémentaires. Les enseignant-es sont donc sommé-es de mieux accueillir et de mieux faire réussir les jeunes dans des conditions de travail dégradées.

Prétendant lutter contre le chômage des jeunes, le gouvernement poursuit un cap qui a pourtant prouvé son inefficacité : il tente toujours de développer l'apprentissage notamment dans nos établissements préférant ainsi répondre aux injonctions du patronat plutôt que d'investir massivement dans l'enseignement professionnel public. Ce choix injustifié favorise le mixage des publics dans la classe, en niant les besoins spécifiques des différents apprenant-es et en détériorant là encore les conditions de travail des enseignant-es.

Les réformes successives de la taxe d'apprentissage continuent à asphyxier les établissements. la baisse de 30 % subie depuis 2 ans impacte directement le fonctionnement pédagogique des LP en détériorant la qualité des formations qui y sont dispensées.

Le SNUEP-FSU dénonce avec force ces mesures et le manque criant de personnels pour encadrer et dispenser des formations de qualité aux 528 000 élèves scolarisés dans la voie professionnelle publique.

Lors de ce quinquennat, l'enseignement professionnel public n'aura pas bénéficié, et ne bénéficiera pas, de mesures ambitieuses pour permettre d'améliorer les conditions d'études des élèves et de travail des personnels.

Pour l'amélioration des conditions d'études des jeunes et des conditions de travail des personnels, pour des moyens supplémentaires à la hauteur des enjeux de l'enseignement professionnel public, le SNUEP-FSU appelle l'ensemble des PLP et CPE à se mettre en grève le 8 septembre. Il appelle également à signer l' "[appel collectif pour l'avenir des lycées professionnels](#)".